



Comité Technique Local – 20 octobre 2014 DECLARATION LIMINAIRE

Le Comité Technique Local a été convoqué aujourd'hui pour rendre son avis sur les fermetures de quatre trésoreries au 1er janvier 2015, pudiquement appelées "restructuration". Après toutes ces années de tergiversations, de faux-semblants, de faux-fuyants, nous y voilà!

Les documents préparatoires mettent en exergue les conditions de vie au travail dégradées voire inquiétantes, mais aussi les risques pour la sécurité de nos collègues, ainsi que le service moins performant rendu aux collectivités locales suite à la réforme du schéma de l'intercommunalité, et aux transferts de charges et de personnels intervenus à cette occasion, pour expliquer le besoin de "restructuration" du réseau deux-sévrien.

C'est un fait, qu'il serait illusoire de nier.

Il serait cependant tout aussi illusoire de nier que la cause première des conditions de vie au travail, de la sécurité ou des performances dégradées, dans ces quatre trésoreries comme ailleurs, c'est une volonté politique : la volonté politique de supprimer des emplois, encore et toujours, dogmatiquement, sans réflexion ni concertation, la volonté politique de faire des économies à toutes forces, en taillant dans les implantations du réseau, la volonté politique de ne pas permettre aux agents de la DGFIP de faire correctement leur travail, la volonté politique de rendre objectivement intenable la situation des postes et des agents qui y travaillent, les poussant parfois eux-même à demander la fermeture de leur trésorerie.

En effet, de restrictions budgétaires en réductions d'emplois, les postes et les services sont aujourd'hui au bord de l'implosion alors que la charge de travail augmente partout, et que les attentes des usagers n'ont jamais été aussi fortes. Dans un contexte exacerbé de "ras-le-bol fiscal", largement entretenu par les politiciens et les médias, nos collègues subissent chaque jour mauvaise humeur et sarcasmes de la part de certains contribuables et usagers, accentués encore par le comportement tellement exemplaire de certains de nos ministres et secrétaires d'Etat. Ces dernières semaines, des actes de destructions répétés contre des Centres des Finances Publiques témoignent de la gravité de la situation. Pas ici, me direz-vous? Pas encore, vous répondrai-je!

Et comme seules réponses, la Direction Générale, par votre intermédiaire, propose une diminution des plages d'ouverture au public, solution déjà utilisée ici depuis plusieurs années, ou la fermeture de postes ou de services. Ces réponses ne résoudront rien!

En effet, toute une partie du public qui trouve porte close revient aux horaires d'ouverture allonger les files d'attente, concentrant les problèmes sur un temps plus réduit et accentuant l'exaspération de tous, pendant qu'une autre partie se reporte mécaniquement sur l'accueil physique ou téléphonique des services encore ouverts. Ni les conditions de vie au travail ni la

sécurité des agents ne sont ni ne seront améliorées au final par ce moyen, bien au contraire!

Et comment croire que la fermeture de postes ou de services améliorera quoi que ce soit, que ce soit en terme de conditions de vie au travail, de sécurité ou de performance? Alors, c'est vrai, la rotation des personnels sera facilitée pour les périodes de congés. Mais pour le reste? Un ratio charges/personnels trop important dans deux trésoreries ne devient pas comme par magie un ratio équilibré en regroupant les charges, éventuellement accompagnées des personnels, sur une seule structure...

Non, en fait, en prenant comme prétexte l'amélioration des conditions de vie au travail, notre Administration n'a d'autre but que de réduire le service public, de justifier des fermetures, présentes et à venir (l'objectif national est de 850 trésoreries C4 fermées d'ici 2018, rappelons-le!) et des regroupements de services (faut-il évoquer ici les réflexions sur la reprise de la fusion CDI-CDIF, sur l'adossement de l'enregistrement aux SPF, sur le regroupement de SPF, de SIE...etc...), conformément aux orientations de la démarche stratégique.

Pour FO-DGFiP, défendre la présence de tous les services sur le territoire, c'est éviter demain la mobilité forcée des agents, c'est préserver les possibilités de promotion, et un déroulement de carrière attractif pour tous.

Pour FO-DGFiP, refuser les suppressions de postes et de services, au même titre que les suppressions d'emplois, c'est refuser les réorganisations du réseau au rabais, au détriment du maillage territorial, c'est refuser la désertification et les inégalités, c'est refuser la disparition du service public, car si aujourd'hui le public a encore à peu près le choix du numérique ou du contact physique, qu'en sera-t-il demain? Et qu'advient-il des habitants des petites communes sans l'ADSL, de ceux qui sont âgés, seuls et/ou sans moyen de locomotion, de ceux qui n'ont pas les moyens ou les capacités d'utiliser les outils "modernes", ou la volonté de succomber au diktat du tout numérique, du tout dématérialisé, du zéro papier, certes, mais aussi du zéro humain?

Pour ces raisons, comme elle l'a fait le 13 octobre dernier en CHS-CT, FO-DGFiP 79 votera NON à la proposition de fermeture des trésoreries d'Argenton les Vallées, de La Mothe St Héray, de Lezay et de Secondigny.